



LES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES DANS L'ŒIL DU CYCLONE ***Hong Kong accueille la Sixième conférence ministérielle de l'OMC***

Par **Raphaël Canet** et **René Audet**

Chercheurs à la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie de l'UQAM (www.chaire-mcd.ca)

Hong Kong, la *citée asiatique mondiale* comme elle se plaît à se dénommer, accueille du 13 au 18 décembre la Sixième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Selon les prévisions, près de 20 000 personnes sont attendues pour cette occasion (sans compter les 9 000 membres des forces de l'ordre mobilisés pour la durée de l'événement). Elles se répartissent en proportion égale entre, d'une part, les représentants officiels (6 000), journalistes (3 000) et délégués d'organisations non gouvernementales (2 000) dûment accrédités qui sont confinés dans la zone sécurisée du Hong Kong Convention & Exhibition Centre et, d'autre part, les membres de la société civile mondiale (10 000), fortement dominée par sa composante asiatique, investissant les rues, parcs et stades des quartiers environnants de Causeway Bay et Wan Chai.



Chronique d'un échec annoncé



L'événement est de taille puisque, initialement, cette conférence visait à clore le cycle de négociation de Doha, ouvert en 2001, cherchant à approfondir davantage la libéralisation du commerce mondial. Cependant, depuis la dernière conférence ministérielle de Cancún (2003), les négociations entre États se sont enrayées du fait de l'épineuse question de l'agriculture, conduisant à une confrontation entre pays du Nord et du Sud. Ajoutons à cela le bras de fer, devenu manifeste depuis la ministérielle de Seattle (1999), entre la société civile mondiale et



l'OMC sur les questions de la transparence et du caractère non démocratique de l'organisation, et voilà dressé le portrait doublement conflictuel sur lequel s'ouvre cette sixième conférence.

L'état actuel du processus de négociation au sein de l'OMC est loin d'être au beau fixe. Les différentes déclarations des chefs négociateurs de l'Union européenne, des États-Unis et des pays du Sud, reprises par la presse internationale depuis deux mois, ont fait état des profondes divergences entre les différents blocs régionaux. Friands de nouveaux marchés pour leurs secteurs des services et des produits industriels, les pays riches sont plutôt réticents à appliquer la même logique d'ouverture au secteur agricole, soit celui où les pays en développement obtiendraient rapidement des gains économiques réels.

Or, depuis l'affirmation politique à Cancún des pays émergents du G20, mené par le Brésil et l'Inde, il est reconnu que rien n'avancera vraiment dans les autres secteurs sans un progrès préalable sur l'agriculture. Sachant qu'un tel accord aura un sérieux impact sur le *Farm Bill* américain et la Politique agricole



commune européenne, ces deux blocs tentent d'en retarder la conclusion sans pour autant assumer l'initiative de la rupture. Voilà pourquoi les deux puissances se renvoient la balle au sujet de la réduction des obstacles douaniers et des subventions accordées à ce secteur.



C'est dans ce contexte que le commissaire européen au Commerce, Peter Mandelson, a jeté un pavé dans la mare, le 11 novembre dernier, en affirmant qu'il n'y aurait pas d'accord à Hong Kong. Depuis, les exigences pour cette conférence ont été profondément revues à la baisse. Le nouveau directeur de l'OMC, Pascal Lamy, a d'ailleurs d'ores et déjà prévu d'organiser une nouvelle rencontre en 2006 à Genève afin de boucler les négociations.

Une ville en état de siège

L'OMC cristallise aujourd'hui de virulentes critiques du fait de son rôle moteur dans la mise en place d'une forme néolibérale de mondialisation qui privilégie les profits des grandes entreprises multinationales au détriment du bien-être des populations. La mise en scène devenue classique de ces sommets mondiaux confrontant les deux visages de la mondialisation est parfaitement reproduite à Hong Kong.



D'un côté, les décideurs se replient dans un véritable camp retranché protégé par un impressionnant déploiement policier afin de négocier de manière plus ou moins transparente, des accords de libéralisation qui vont reconfigurer la division mondiale du travail. De l'autre, des activistes investissent l'espace public et organisent toutes sortes d'événements parallèles (marches, conférences, concerts, etc.) afin de dévoiler les dramatiques conséquences sociales de ces accords commerciaux, mais aussi de crier haut et fort leur opposition à ces politiques néolibérales et leur ferme volonté de les combattre.

Néolibéralisme contre altermondialisme, les deux visages de la mondialisation émergent ainsi brusquement lors de ces moments de cristallisation d'un antagonisme grandissant que la configuration de l'espace ne fait que rendre plus manifeste. L'érection d'une frontière entre un dedans privatisé et sécurisé où se concentre le pouvoir et se prennent les décisions, et un dehors public et bigarré où s'exprime la dissidence et s'élaborent des alternatives, révèle une situation de crise et de confrontation plus que de dialogue et de compromis.



Paranoïa collective

La tension n'est cependant pas seulement perceptible dans la segmentation de l'espace urbain. Elle est aussi entretenue par la presse locale et régionale qui ne cesse de faire ses manchettes sur les mesures de sécurité et les risques d'affrontements. Les experts en «analyse du risque politique» se relayent dans les médias afin de faire état des supposées violences urbaines à venir et de justifier les diverses mesures préventives adoptées. L'annonce de l'arrivée de 1 500 fermiers coréens apparaît comme l'un des éléments les plus stimulants de cette paranoïa collective. Les journaux ne cessent de rappeler le suicide à l'arme blanche d'un leader paysan sud-coréen lors de la conférence de Cancún, ainsi que les violences qui ont entourées le dernier Sommet de l'APEC à Pusan (Corée du Sud), ou encore le double suicide, par ingestion de pesticides, de paysans coréens le mois dernier afin de protester contre la décision de leur gouvernement de libéraliser le marché domestique du riz.



Ce délire médiatique prédisant une véritable guérilla urbaine a conduit à une surenchère sécuritaire de la part des autorités, mais aussi de certains commerces de la zone de la conférence. Afin d'éviter que les manifestants ne puissent s'armer et transformer les rues en champs de bataille, les poubelles ont été retirées des trottoirs, les bouches d'égout ont été scellées, les pavés branlants ont été remplacés, tous les chantiers de travaux (où les furieux activistes auraient pu trouver des bambous, des briques et peut-être même des pelles et des seaux...) ont été barricadés. Certains commerçants ont couvert leurs vitrines de panneaux de bois. Les banques du quartier de Wan Chai ont décidé de suspendre leurs activités durant la semaine de la conférence et de fermer leurs distributeurs automatiques de billets. Les transports publics (trams et autobus) sont profondément perturbés et les traversiers faisant la navette entre Hong



Kong Island et Kowloon ont interrompu leurs services puisque les quais situés aux alentours du Centre où se tient la conférence se retrouvent dans la zone rouge, interdite.

Pourtant, la première manifestation du 11 décembre organisée par le Hong Kong People's Alliance on WTO, une coalition de groupes locaux, a fait mentir tous les Cassandres en réunissant dans un atmosphère festive et pacifique un cortège de près de 4000 manifestants. En somme, à Hong Kong, seule la société civile, fidèle à son slogan *No deal is better than a bad deal*, semble pouvoir tirer profit de la situation, puisque depuis Seattle un échec de l'OMC signifie une victoire pour les opposants aux politiques de libéralisation. Face à l'impasse des négociations intergouvernementales, peut-être serait-il temps d'écouter ce que la rue propose.

